

# Le « Congo d'en bas » souffre mais s'organise pour tenir le coup

► Des « cités » de Kinshasa jusqu'au Bandundu, les partenaires locaux du CNCD expriment leurs attentes.

► Dépossédés de leurs terres, déplacés ou sans travail, les Congolais espèrent que les élections leur apporteront, enfin, le changement.

**D**ix mille volontaires, 50 groupes locaux, 250 communes partenaires ? Qui, en Belgique, peut se targuer d'une telle base sociale ? En 50 ans d'existence, un Belge sur deux, du Nord ou du Sud du pays, a soutenu, d'une manière ou d'une autre, les activi-

tés du Centre national de Coopération au développement et le point fort de sa collecte de fonds, l'Opération 11.11.11. Du PTB jusqu'aux jeunes libéraux, tous les partis politiques belges se retrouvent dans cette vaste « coupole », la plus pluraliste qui soit. Le CNCD soutient des projets, des groupes d'action dans tous les pays en développement, mais c'est certainement au Congo que ses partenaires sont les plus nombreux, les plus diversifiés. A l'occasion d'un reportage dans « le Congo d'en bas », celui des obscurs, des sans-grade, mais aussi celui des « débrouillards » et des militants de la démocratie, nous avons découvert quelques-uns des groupes soutenus par le CNCD et donc par la Belgique « des gens », celle qui laisse parler son cœur

et ne se fie guère aux économies de bouts de chandelle que les ministres de la Coopération, les uns après les autres, veulent infliger au secteur de la solidarité. Memisa (soins de santé primaires), Agricongo (organisations paysannes), Dynamo (enfants des rues), mais aussi AETEA (action pour des élections transparentes et apaisées), Asadho (défense des droits de l'homme) sont, parmi bien d'autres, les bénéficiaires des fonds rassemblés par le CNCD. Des fonds multipliés par le mécanisme du co-financement « pour un euro récolté en Belgique trois euros vont dans le Sud, car la Coopération au développement, fédérale, ou les régions, triplent la mise... », rappelle Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD. ■

C.B.

## Kinshasa Lorsque la rue se termine au bord du fleuve

RDC

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

**A**ugustin a 23 ans. Lorsqu'il est arrivé dans l'enceinte de la Fikin, (Foire internationale de Kinshasa) il avait douze ans. Hier, il appartenait au groupe dit des « débrouillards », aujourd'hui, il fait partie de l'ensemble musical dit CATSR (Comité d'appui au travail social de rue) Musica : « *Du rap, de la rumba, des percussions, de la musique traditionnelle, les sollicitations ne manquent pas...* » Refusant qu'on l'appelle « *enfant des rues* » Augustin nous emmène vers son « bureau » : derrière une palissade, il a rassemblé un amas de planches et assure que ce « foutoir » est le résultat d'un réel effort de design ! Au fond, deux tentes igloo ont été collées l'une à l'autre. Une vingtaine d'enfants s'y réfugient chaque nuit et Augustin, le

vétéran, explique qu'il procure une certaine sécurité aux plus jeunes.

Vers l'entrée de la Fikin, les plus âgés des garçons nouent des feuilles de palme, les piquent de fleurs blanches et roses, les emballent de plastique tandis que les plus petits vont cueillir des branches et des fleurs dans les terrains vagues ou les jardins. « *Qu'il s'agisse d'un mariage ou d'un deuil, vous pouvez passer commande*, explique le « commercial » de la bande, *c'est 50 dollars la gerbe. A discuter bien sûr...* » A Kinshasa, ils sont près de 40.000 enfants, garçons et filles, à vivre ainsi dans la rue. Les uns ont été chassés par leur famille, qualifiés d'enfants sorciers, de jeteurs de sorts. Les autres ont fui un

père brutal, une marâtre qui ne voulait pas d'eux. Voici dix ans, ils étaient nombreux à être venus du Kivu, anciens enfants soldats échoués dans la grande ville, aujourd'hui, ils arrivent du Kasai, chassés par la violence des miliciens Kamwina Nsapu ou la brutalité des militaires.

Construit sur un terrain appartenant au ministère des Affaires sociales, le bâtiment neuf du centre Likemo (famille, école, travail) suscite la jalousie des fonctionnaires, bien plus mal logés, autant que la fierté d'Edwin de Boeve, le directeur de Dynamo international. Ce Bruxellois a commencé sa carrière à Ixelles-Matonge vers la fin des années 80 et après avoir créé le réseau international des travailleurs sociaux de rue, présent dans 51 pays, il s'est établi à Kinshasa. Avec l'aide de la coopération belge, de WBI, du CNCD, du Lions International, il vient d'inaugurer un centre d'accueil des enfants. Roger Katembwe, chargé de la gestion du centre, souligne que les enfants ne sont pas faciles à encadrer : « *S'ils refusent un séjour permanent, ils apprécient ce lieu où ils peuvent venir se reposer durant quelques heures, être soignés, avoir accès aux douches, aux toilettes, et aussi suivre des formations...* »

En plus d'enregistrer les enfants et de les suivre, le centre peut aussi obtenir un « certificat d'indigence » auprès du

Ministère des Affaires sociales, document qui, dans certaines écoles, permettra aux jeunes d'être exemptés de minerval, de reprendre leur scolarité et

de bénéficier de soins médicaux gratuits.

Les Belges sont très présents aux côtés de ces « débrouillards », la commune d'Ixelles est jumelée avec Kalamu-Matonge, Woluwe-Saint-Lambert finance la construction du centre et chaque député du Parlement bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles soutient la scolarité d'un enfant de Kinshasa ou de province.

### Les « sous-marins »

Loin de Bandal, les travailleurs sociaux de rue de Likemo arpentent la ville. Madame Emmanuelle et les autres repèrent les enfants en danger et tentent, en amont, d'aider leur famille. C'est ainsi que, dans le quartier Badara, commune N'Sele (au-delà de l'aéroport), Madame Dieubenisse et sa fille Mapatance ont retrouvé un toit. Voici deux ans encore, la maman, la fillette de 7 ans et son frère de 5 ans vivaient dans l'enceinte de la Fikin, abandonnés par le premier mari, un militaire enfui à Brazzaville. Les enfants pratiquaient les métiers de la rue : appelés « *sous-marins* », ils nettoyaient les tables du marché, portaient les paquets, tordaient les fils de fer pour fabriquer des « braisiers »... A Mme Emmanuelle, la maman expliqua qu'à N'Sele, la famille possédait une parcelle mais n'avait aucun moyen d'y vivre. La travailleuse sociale de rue se mit alors au travail, identifia le terrain, une école voisine, et elle persuada la mère de quitter le centre-ville pour s'installer sur son propre ter-

rain, dans une baraque de tôle. Aujourd'hui, le ventre rond, la jeune femme nous assure qu'elle vit de son « magelwa », un petit étal planté devant sa parcelle où elle vend des cartes de téléphone, des sucrés, des beignets. Pour elle comme pour la petite Mapatance qui aime son école, la rue, c'est fini, l'avenir existe...

A Kingabwa, « point chaud » aux confins de la commune de Limete, il est moins sûr que Didier Boloko et les siens ne seront pas obligés de retourner dans la rue : chaque jour, à mesure qu'avance la saison des pluies, le fleuve monte de quelques centimètres, les crapauds coassent de plus en plus fort et, aux confins des champs où poussent le riz, les haricots, le manioc, on distingue déjà des pirogues qui se faufilent entre les

canaux. « *Un jour nous serons engloutis, ou bien nous devrons fuir en abandonnant toutes nos affaires* », se plaint cette famille originaire de Djera, dans la province de l'Equateur, car « *chaque année, le fleuve progresse...* »

C'est en 1999 que sont arrivés dans la capitale ces gens que les Kinois méprisants appellent les Pygmées ou les autochtones : « *Alors que, la forêt, c'est notre garde-manger, notre pharmacie, nous ne pouvions plus y vivre car des sociétés comme Siforco coupent les arbres, les animaux sont massacrés ou fuient. Un jour nous avons pris la pirogue et sommes descendus jusqu'à Kinshasa. Au bord du fleuve nous avons tenté de nous accrocher. Mais ceux "du haut de la rue", ceux qui ne sont jamais inondés, nous méprisent, nous traitent de sauvages... Notre seul secours, c'est*

*maman Emmanuelle qui nous a repérés et qui paie les frais scolaires des enfants...* »

A quelques centaines de mètres de la route des poids lourds, à quelques kilomètres des gratte-ciel du centre-ville, on se sent ici comme au village. Sans être pour autant coupé du monde : la télé, posée sur un tabouret, mouline les nouvelles durant toute la journée et l'horizon de ces gens qui vivent les pieds dans la boue est barré par la « Cité du fleuve », un immense projet immobilier, des appartements de luxe construits sur pilotis sur le modèle de Dubaï...

Aussi sûr que monteront les eaux du fleuve à la prochaine saison, un jour, les « Kinois d'en bas » rabattront l'arrogance de leurs hautains voisins et « ceux de la rue » déferleront à leur tour... ■

COLETTE BRAECKMAN

## Kikwit Envahie par les réfugiés du Kasai

**D**es malades atteints de kwashiorkor, des blessés, des enfants seuls, des femmes en état de choc, qui avaient fui après avoir vu leur mari être décapité sous leurs yeux... Et la population, mes administrés, qui ne voulait rien savoir, rien entendre, et qui répétait « ces gens ne sont que des Babuba, qu'ils s'en aillent ailleurs »...

Après sept mois, Suzanne Usatura Isaraël, bourgmestre de Kazamba, l'une des communes de Kikwit, capitale du Bandundu, n'est pas près d'oublier l'arrivée des premiers réfugiés du Kasai. « *Les 17 et 18 février, dans la ville basse, ont surgi les premiers déplacés. Ils étaient presque 300, presque nus, affamés, très affaiblis. Ils venaient de la ville minière de Tshikapa, traditionnellement rivale de Kikwit. Mes compatriotes disaient que nous étions trop pauvres pour les aider...* »

Suzanne Usatura, une femme énergique, a étudié en Belgique, où elle a été pensionnaire des Sœurs de la Divine Miséricorde. De son propre aveu, ayant retenu l'enseignement des religieuses, elle s'est précipitée à la radio locale : « *J'ai harangué mes administrés, je leur ai dit que nous avions le devoir d'accueillir ces gens sans attendre que les organisations internationales fournissent des tentes ou des bâches...* »

Les uns après les autres, les déplacés ont alors été hébergés dans des familles tandis que la Croix-Rouge distribuait des repas chauds. Actuellement, les nouveaux venus trouvent place sous des bâches. Depuis le début de l'année, le flux des déplacés du Kasai n'a pas tari et dans la seule ville de Kikwit, neuf sites ont été ouverts à leur intention. A Kazamba, si les Kasaiens passent la nuit chez des particuliers, le jour, ils se rassemblent sur l'aire du marché, où des volontaires leur distribuent des oranges, de la chikwangue (manioc), du maïs, des fruits, apportés par la population locale.

Alors que dans l'Est du Congo, le moindre déplacement de populations attire des nuées d'ONG internationales

basées au bord du lac Kivu, ici, à l'intérieur du pays, les Congolais sont laissés à eux-mêmes.

Derrière les barrières du marché, les déplacés, des femmes surtout, se pressent pour nous interpeller. Il est difficile de démêler les fils de leurs histoires, au-delà des précisions atroces qui sont balancées avec colère et désespoir. « *Mon mari a été torturé, dit une femme, et six de ses amis ont été décapités sous ses yeux* ». Une autre est sans nouvelles de ses fils, qui ont fui en direction de l'Angola, une fille vêtue de rouge explique qu'elle a échappé aux balles des militaires, un vieil homme relève son pantalon pour exhiber une jambe atrocement brûlée et laissée sans soins.

### « Ceux qui étaient visés, c'étaient les hommes, pas les femmes »

« *Il s'agit d'une rébellion qui s'est transformée en guerre tribale* », nous assure un jeune homme qui souhaiterait retourner à l'école tandis qu'une femme confirme avoir vu « *des jeunes gens qui traversaient le village à moto, des couteaux piqués dans leurs cheveux et qui criaient "ne fuyez pas, venez défendre votre cause"...* » Les yeux épouvantés, la femme évoque les propriétés magiques de ces jeunes rebelles : « *Ils soufflaient sur le sable et la terre prenait feu tout de suite* » et elle raconte que des sorciers étaient à l'œuvre : « *Je les ai vus couper la tête de 40 personnes, sans difficulté.* »

Pourquoi tant de femmes dans cette foule ? Une seule réponse fait l'unanimité : « *Parce que ceux qui étaient visés, c'étaient les hommes, pas les femmes...* »

Après les rebelles sont venus les militaires. En force. Eux aussi ont tué, sans discrimination. Maman Thérèse assure qu'elle a grandi à Kamina, dans la base militaire, et que les soldats, elle sait les reconnaître. Elle est formelle : « *Alors que les militaires congolais n'avaient pas d'armes, ceux qui sont arrivés en avion, c'étaient des Rwandais... Ils poursuivaient d'office les jeunes garçons,*

*qu'ils soupçonnaient de soutenir les rebelles.* »

Au-delà de ces récits d'épouvante, il nous faudra attendre de rencontrer un médecin local, originaire du Kasai et travaillant à Kikwit, pour mieux comprendre l'enchaînement des drames.

Approuvé par les déplacés rassemblés autour de nous, il explique : « *Nous avons toujours soutenu Etienne Tshisekedi, notre leader. Lorsque Joseph Kabila est venu à Mbuji Mayi, la capitale de la province, on lui a jeté des pierres. Le président a promis qu'un jour, nous mangerions des pierres.* »

Si vengeance il y eut, elle a pris du temps : « *C'est en 2016, lors de la disparition du chef coutumier des Kasaiens, le "Kamwina Nsapu", qu'Evariste Boshab, ministre de l'Intérieur à l'époque, a voulu intervenir dans le processus de succession du grand chef. Il a récusé le fils du chef coutumier, Jean Paul Mpandi, le nouveau Kamwina Nsapu, au profit d'un autre chef choisi par Kinshasa...* »

L'assassinat de Mpandi, au lendemain de son intronisation traditionnelle, a été le déclencheur du drame, d'autant plus que son corps a été exposé au stade : des jeunes gens, le front ceint d'un bandeau rouge, se sont attaqués à tout ce qui symbolisait l'Etat. Des militaires ont été visés, des policiers tués. La riposte a été terrible et le bilan de ces atrocités est connu : 80 fosses communes, 1,5 millions de déplacés... Comment enrôler les électeurs dans de telles conditions ? A Kikwit, Mme Suzanne assure que « *les Kasaiens réfugiés ont été enrôlés chez nous, et pas à Tshikapa, leur ville d'origine. Ne sommes-nous pas tous Congolais ?* »

Notre ami médecin croit, lui, que « *le Kasai, fief de Tshisekedi, étant traditionnellement hostile à Kabila, on a fait diminuer le nombre de ses électeurs et donc de ses élus potentiels...* »

Une autre manière d'affaiblir cette province rebelle... ■

C.B.

# Bukanga Lonzo

## Le miracle se fait attendre

Depuis le matin, les chefs du village de Baringa nous attendent. Bonnets brodés ou larges chapeaux, médailles et rubans colorés, bâton de commandement, ils n'ont oublié aucun des attributs des chefs traditionnels du Bandundu. Un homme, curieusement vêtu d'une tenue composée de losanges multicolores et coiffé d'une toque aux motifs identiques, m'apostrophe : « *Nous nous connaissons depuis longtemps, j'étais cuisinier sur le Kamanyola, le bateau de Mobutu...* »

A l'horizon de la savane sablonneuse, on distingue de vastes hangars, posés sur l'herbe comme des corps étrangers. « *Nous n'avons plus le droit d'aller jusque-là, disent les chefs, ceux qui s'aventurent dans le parc sont battus, chassés...* »

Cérémonieusement, chaque notable relève que les terres et les villages qu'il représente ont été intégrés dans le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, ce qui prive les paysans de la région de l'accès à leurs terres cultivables.

Grande est ma surprise. Voici trois ans, en 2014, j'avais assisté à l'inauguration du projet, l'un des fleurons de cette « révolution de la modernité » chère au président Kabila. Bukanga Lonzo, le premier des 18 parcs agro-industriels (PAI) prévus sur l'ensemble du pays, affichait de hautes ambitions, dont l'auto-suffisance alimentaire. Les chiffres donnaient le tournis : 80.000 hectares, un investissement de 83 millions de dollars, des terres données en leasing pour 25 ans et confiées à une société sud-africaine, Africom commodities Group of Companies, dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Pour cultiver le maïs, le soja et les haricots, les techniques les plus modernes

devaient être mises en œuvre : pas de labours, mais deux avions-tracteurs chargés de répandre des pesticides pour désherber puis des engrais liquides, avant de procéder aux semailles, toujours de manière mécanique.

Le jour de l'inauguration, à l'avant-plan des tracteurs alignés comme une armée en ordre de marche, nous avions distingué une rangée de chefs, eux aussi couverts de médailles et relevés qu'aucun applaudissement ne montait d'une foule soigneusement tenue à distance par des gardes armés. Trois ans plus tard, les notables expliquent que ces chefs-là avaient été amenés depuis une autre région pour faire de la figuration... Tous assurent que la population locale n'a pas été consultée et qu'à ce jour nul ne connaît les limites exactes du parc. Les jeunes soulignent leur déception : « *Alors que nous espérions trouver du travail, on nous a chassés et les plus récalcitrants ont été ligotés ou envoyés en prison.* »

Les villageois, soutenus par le Conseil national des ONG du Congo, espèrent encore bénéficier des retombées promises, écoles, dispensaires, formations pour les jeunes... On en est loin : « *Tout le monde là-bas parle anglais et nous, nous sommes traités comme des intrus...* » Pire encore, la discrimination s'installe : Bifakala, un jeune homme embauché comme pompiste pour 50 dollars par mois, relève que les travailleurs sont divisés en deux groupes, ceux qui parlent swahili et peuvent discuter avec les Sud-Africains et les locaux, qui s'expriment en lingala et sont payés dix fois moins... Vêtu de haillons, un autre jeune confirme : « *Alors que nous travaillons de 6 heures du matin à*

*17 heures, le midi, nous ne recevons qu'un bol de haricots... Quant à l'eau, on nous dit d'aller boire celle des étangs...* »

Les journaliers se plaignent aussi d'être régulièrement arrosés par les avions qui aspergent les insecticides...

**Les journaliers se plaignent aussi d'être régulièrement arrosés par les avions qui aspergent les insecticides...**

Comment ce vaste territoire a-t-il pu se transformer en parc agro-industriel, sans l'assentiment des communautés locales ? Les chefs expliquent le malentendu : « *D'après la loi congolaise, toutes les terres appartiennent à l'Etat, qui peut donc en céder l'usage à qui il veut. Mais nous, nous considérons qu'il s'agit de la terre de nos ancêtres. Nous seuls pouvons accorder l'autorisation d'occuper et de cultiver ces terres. Or notre avis n'a pas été demandé...* »

Les villageois constatent qu'ils n'ont même plus accès à leurs champs traditionnels ni aux cimetières ou autres lieux sacrés. En outre, les intrants chimiques, aspergés par avion, font des ravages : « *Alors que nous avions l'habitude d'aller chercher des chenilles à la lisière de la forêt, non seulement nous sommes chassés, mais les chenilles ont pratiquement disparu, éliminées par les insecticides et les engrais.* » Initialement, le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo avait été créé dans le but d'approvisionner les marchés de Kinshasa en maïs et produits vivriers maïs jusqu'à présent, cet apport est peu visible et des experts, discrètement, suggèrent qu'il s'agirait là l'un nouvel « éléphant blanc », aussi dispendieux que peu rentable... ■

C.B.